

Agnès Buzyn annonce une prime pour les aides-soignants des Ehpad publics en 2019

PENIBILITE La ministre n'a précisé ni le montant de la prime, ni le calendrier des versements, mais a assuré qu'elle ferait des annonces « dans l'année »...

20 Minutes avec AFP

Publié le 09/01/19 à 19h48 — Mis à jour le 09/01/19 à 19h54



Une aide-soignante s'occupe de dames âgées dans un Ehpad près de Lyon. — *ROMAIN LAFABREGUE / AFP*

Une prime pour les aides-soignants qui travaillent des maisons de retraite en 2019. Agnès Buzyn a annoncé cette mesure ce mercredi, assurant que cette décision avait été prise avant la crise des « gilets jaunes ».

La prime concernera les salariés des Ehpad (Etablissement d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes). « La pénibilité dans ce travail (...) doit être reconnue », a affirmé la ministre de la Santé Agnès Buzyn sur BFMTV et RMC, estimant « qu'il y a vraiment une difficulté particulière » pour cette profession. La ministre n'a précisé ni le montant, ni le calendrier de cette mesure, expliquant qu'elle allait « y travailler avec les partenaires sociaux » et qu'elle aurait « des annonces à faire durant l'année ».

Mille réunions dans les Ehpad

Cette prime ne concernera que les aides-soignants du secteur public « puisque je ne suis pas l'employeur des Ehpad privés », a-t-elle précisé devant des journalistes mercredi après-midi. La décision date d'avant la crise des « gilets jaunes », assure la ministre. Il s'agit d'un « engagement que j'avais pris lors de la feuille de route de sortie de crise des Ehpad le 30 mai dernier », a-t-elle assuré.

Après deux jours de mobilisation inédites début 2018, Agnès Buzyn avait dévoilé un plan d'actions, doté de moyens financiers afin notamment de recruter davantage de personnels soignants et médicaux dans les Ehpad. Mais le dossier détaillant cette « feuille de route » ne fait mention d'aucune prime ou revalorisation salariale.

« Je n'ai pas souvenir qu'elle avait évoqué une prime », a déclaré à l'AFP le secrétaire fédéral de FO-Santé, Luc Delrue, qui n'a pas non plus « connaissance de contact ou de rendez-vous sur ce sujet » avec le ministère de la Santé. Dans un communiqué, le syndicat a établi un lien entre l'annonce de la ministre et « l'initiative de dix organisations de convoquer mille réunions » dans les Ehpad en janvier « afin de réaffirmer les revendications urgentes ».